

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

1^{er} juin 2021

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**demandant d'accorder une attention accrue
aux défis sécuritaires liés aux évolutions
dans la région arctique**

(déposée par M. Jasper Pillen et
Mmes Marianne Verhaert, Kattrin Jadin et
Goedele Liekens)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

1 juni 2021

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende een grotere aandacht
voor de veiligheidsuitdagingen naar aanleiding
van de evoluties in het Arctisch gebied**

(ingediend door de heer Jasper Pillen en
de dames Marianne Verhaert, Kattrin Jadin en
Goedele Liekens)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le changement climatique est un fait indéniable. C'est peut-être la donnée la plus importante pour les générations actuelles et à venir, et elle déterminera le visage du XXI^e siècle.

Le réchauffement climatique se manifeste aussi dans l'Arctique. La fonte des glaces dans la zone située au-delà du cercle polaire arctique a un impact dramatique sur l'écosystème de la région et sa population. Toutefois, le problème ne se limite pas aux quelque quatre millions de personnes vivant dans la région, mais a des conséquences considérables et un impact mondial.

On s'attend à ce qu'à partir de la seconde moitié du siècle, l'océan Arctique soit libre de glace pendant l'été, ce qui aurait un certain nombre d'effets secondaires. Outre les menaces écologiques, cela créerait également des opportunités économiques. L'une d'elles est la solution à un problème séculaire: la recherche d'une route commerciale navigable à travers l'espace arctique reliant les continents européen et asiatique. En effet, le réchauffement de l'Arctique crée de nouvelles liaisons de transport entre les continents européen et asiatique. Pour les cargos, ces routes maritimes du nord-est (le long de la côte nord de la Sibérie, comme alternative au canal de Suez) et du nord-ouest (le long des côtes canadiennes, comme alternative au canal de Panama) entre l'Europe et l'Asie permettent de réduire d'au moins un tiers le temps de navigation entre le Pacifique et l'Atlantique, ce qui représente également des économies substantielles en termes de personnel et de carburant, et permet d'augmenter la quantité de marchandises pouvant être transportées dans le même laps de temps. Rien qu'en 2021, plusieurs événements ont montré que la route qui passe par le canal de Suez et le golfe Persique peut parfois être précaire.

Par ailleurs, la fonte des glaces permet également la pêche industrielle dans des zones auparavant inaccessibles, ainsi que l'extraction de minéraux et l'exploitation des ressources naturelles dans cette zone (matières premières, pétrole, gaz, ...). Et cela n'est pas sans importance. L'US Geological Survey estime que cette région recèle 13 % des réserves de pétrole et 30 % des réserves de gaz encore à découvrir.

La question se pose bien sûr de savoir à qui appartiennent ces ressources. La Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS) de 1982 stipule que les cinq États riverains de l'Arctique - le Canada, le

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De klimaatwijziging is een onmiskenbaar feit. Ze is zo mogelijk het belangrijkste gegeven voor de huidige en de volgende generaties, en zal het gezicht van de eenentwintigste eeuw bepalen.

De opwarming van het klimaat toont zich ook in het noordpoolgebied. Het smeltende ijs in het gebied boven de noordpoolcirkel heeft een dramatische impact op het ecosysteem van de regio en de bevolking die er woont. De problematiek beperkt zich evenwel niet tot de ongeveer vier miljoen mensen die in de regio wonen maar heeft verstreckende gevolgen met een mondiale impact.

Naar verwachting zou de Noordelijke IJszee vanaf de tweede helft van deze eeuw ijsvrij zijn tijdens de zomer. Dit brengt een aantal neveneffecten met zich mee. Naast ecologische bedreigingen zijn er ook economische opportuniteiten. Eén ervan lost een eeuwenoud vraagstuk op: de zoektocht naar een bevaarbare commerciële route door de arctische ruimte die het Europese met het Aziatische continent verbindt. Het is zo dat de opwarming van het noordpoolgebied immers nieuwe transportverbindingen tussen het Europese en het Aziatische continent creëert. Voor vrachtschepen betekenen deze noordoostelijke (langs de noordkust van Siberië, als alternatief voor het Suezkanaal) en noordwestelijke (langs de Canadese kusten, als alternatief voor het Panamakanaal) zeeroutes tussen Europa en Azië een inkorting van zeker een derde van de vaartijd tussen de Stille en de Atlantische Oceaan. Dit impliceert een aanzienlijke kostenbesparing op het vlak van personeel en brandstof en maakt een verhoging mogelijk van de hoeveelheid goederen die binnen hetzelfde tijdsbestek kunnen worden getransporteerd. Alleen al in 2021 waren er verschillende gebeurtenissen die aantoonde dat de route, langs het Suezkanaal en door de Perzische Golf, bij momenten precair kan zijn.

Daarnaast maakt het smeltende ijs ook industriële visserij mogelijk in voorheen onbereikbare gebieden, alsmede het winnen van delfstoffen en het exploiteren van natuurlijke hulpbronnen in dit gebied (grondstoffen, olie, gas, ...). En dat is niet zonder belang. Het US Geological Survey begroot dat dit gebied 13 procent van de nog niet ontdekte olievoorraden en 30 procent van de nog niet ontdekte gasvoorraden herbergt.

Het is daarbij natuurlijk de vraag aan wie deze grondstoffen toekomen. Het Zeerechtverdrag van de Verenigde Naties (UNCLOS) uit 1982 bepaalt dat de vijf Arctische kuststaten – Canada, Denemarken (via Groenland),

Danemark (via le Groenland), la Norvège, la Russie et les États-Unis - disposent chacun d'une Zone Économique Exclusive de 200 milles marins, ou 370 kilomètres, à partir de leurs côtes, à l'intérieur de laquelle ils ont le droit souverain d'exploiter les ressources naturelles de la mer et des fonds marins. Toutefois, la convention UNCLOS prévoit également la possibilité d'étendre la ZEE si le plateau continental de ces pays s'étend au-delà. Les États côtiers de l'Arctique revendiquent depuis plusieurs années déjà l'extension de leurs ZEE et, dans certains cas, les revendications de différents pays se chevauchent pour la même zone maritime. Par exemple, la Russie revendique une superficie de 1,2 million de kilomètres carrés; le Canada et le Danemark aussi. Les États-Unis, qui n'ont pas ratifié le traité maritime, sont restés à l'écart jusqu'à présent.

Un bon exemple est le moment symbolique important qui s'est déroulé le 2 août 2007, lorsque la Russie a planté un drapeau russe au fond de l'océan Arctique au moyen d'un mini-sous-marin à une profondeur de 4 261 mètres sous le pôle nord géographique. C'était là un geste important, qui montrait clairement que Moscou avait l'intention de faire valoir ses intérêts stratégiques, économiques et géopolitiques dans l'espace arctique, en particulier vis-à-vis de l'Occident et de l'alliance de l'OTAN. Le Canada, le Danemark et les États-Unis s'irritèrent de cette démarche. Le Danemark a alors également revendiqué la dorsale de Lomonosov, une chaîne de montagnes sous-marine qui s'étend du Groenland à la Sibérie orientale. Le différend concernant ces revendications est réglé par la Commission des limites du plateau continental, mais les décisions de la CLPC ne sont pas contraignantes.

La coopération entre les pays de la région arctique est de nature intergouvernementale. La création d'un mécanisme de gestion international, comme ce qui existe déjà pour l'Antarctique, a été rejetée par les États concernés et l'application des règles internationales (de droit maritime) existantes a été confirmée dans la déclaration d'Ilulissat (2008). Cette approche intergouvernementale s'était déjà manifestée précédemment dans le cadre de la création du Conseil de l'Arctique par la Déclaration d'Ottawa (1996). Les États arctiques qui ont été inclus en tant que membres permanents sont le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Russie, les États-Unis et la Suède. Les États non arctiques qui ont été inclus en tant qu'observateurs sont la Chine (2013), l'Allemagne (1998), la France (2000), l'Inde (2013), l'Italie (2013), le Japon (2013), la République de Corée (2013), les Pays-Bas (1998), la Pologne (1998), Singapour (2013), l'Espagne (2006), le Royaume-Uni (1998) et la Suisse (2017). Les peuples autochtones y disposent de membres permanents. Il est important de souligner que le Conseil de l'Arctique ne peut pas faire

Noorwegen, Rusland en de Verenigde Staten – elk over een zogenaamde Exclusieve Economische Zone van 200 zeemijl oftewel 370 kilometer vanaf hun kustlijn beschikken, waarbinnen zij beschikken over het soevereine exploitatierecht op de natuurlijke rijkdommen in de zee en de zeebodem. Het UNCLOS-verdrag voorziet evenwel ook in een mogelijkheid om de EEZ uit te breiden, indien het continentaal plat van deze landen verder reikt. De claims van de Arctische kuststaten om hun EEZ uit te breiden zijn reeds enkele jaren volop aan de gang en in sommige gevallen bestaat er een overlapping tussen claims van verschillende landen voor éénzelfde zeegebied. Zo eist Rusland een gebied op van 1,2 miljoen vierkante kilometer; Canada en Denemarken doen hetzelfde. De VS, die het maritiem verdrag niet ratificeerden, hielden zich voorlopig afzijdig.

Een goed voorbeeld was het belangrijk symbolisch moment dat plaatsvond op 2 augustus 2007, toen Rusland via een mini-onderzeeër een Russische vlag plantte op de bodem van de Noordelijke IJszee, op een diepte van 4261 meter onder de geografische Noordpool. Het was een statement dat kon tellen, en dat dat duidelijk maakte dat Moskou zinnens was zijn strategische economische en geopolitieke belangen in de Arctische ruimte te laten gelden, met name tegenover het Westen en het NAVO-bondgenootschap. Canada, Denemarken en de VS reageerden geprikkeld op deze demarche. Denemarken deed vervolgens ook een claim op de Lomonosov-rug, een onderzeese bergketen die zich uitstrekt van Groenland tot Oost-Siberië. De strijd over deze aanspraken wordt beslecht door de Commissie voor de Grenzen van het Continentaal Plat, doch de uitspraken van de CLGS zijn niet bindend.

De samenwerking tussen landen in het Arctische gebied is intergouvernementeel van aard. Een internationaal beheersmechanisme, zoals voor Antarctica het geval is, werd door de betrokken landen afgewezen en de bestaande internationale (zeerechterlijke) regels werden van toepassing bevestigd in de Verklaring van Ilulissat (2008). Deze intergouvernementele aanpak manifesteerde zich al vroeger door de oprichting van de Arctische Raad via de Verklaring van Ottawa (1996). De Arctische staten die als permanente leden werden opgenomen zijn: Canada, Denemarken, Finland, IJsland, Noorwegen, Rusland, de Verenigde Staten en Zweden. Niet-arctische staten die werden opgenomen als waarnemend lid zijn: China (2013), Duitsland (1998), Frankrijk (2000), India (2013), Italië (2013), Japan (2013), Republiek Korea (2013), Nederland (1998), Polen (1998), Singapore (2013), Spanje (2006), het Verenigd Koninkrijk (1998) en Zwitserland (2017). Inheemse volkeren hebben permanente deelnemers. Het is belangrijk te onderstrepen dat de Arctische Raad niet kan fungeren als multilateraal forum voor geschillen die aan defensie-gerelateerde

office de forum multilatéral pour les différends touchant à des aspects sécuritaires liés à la défense. Cet aspect a été délibérément écarté des statuts.

En 2008, les cinq États riverains de l'Arctique ont souligné, dans la déclaration d'Ilulissat, l'importance de résoudre les différends de manière pacifique en utilisant le cadre juridique international existant.

En opposition avec cette tradition sont apparus ces dernières années, à la faveur de la fonte des calottes glaciaires et du dégel des tensions géopolitiques dans la région, un processus de politique de présence stratégique, la lutte pour l'hégémonie et un déploiement de force militaire. Dans cette confusion, les revendications de différents États s'opposent, ravivant les tensions dans la région et impliquant de possibles risques sécuritaires.

Différents analystes soulignent certes l'improbabilité d'un conflit armé dans l'Arctique, ne fût-ce que parce que les enjeux économiques et les coûts liés au déploiement d'activités dans la région sont d'une telle ampleur que les États arctiques sont bien obligés de coopérer.¹ Le chercheur néerlandais F. Stevens a indiqué "qu'il ne fait aucun doute que les alliés démocratiques libéraux de l'OTAN régleront leurs différends mutuels de manière pacifique. On peut donc s'attendre à ce que, pour ces pays, la fructueuse coopération arctique se poursuive dans des cadres multilatéraux et bilatéraux. La situation est différente en ce qui concerne la Chine et la Russie."² (traduction)

La Russie

Pour l'instant, l'Arctique fait surtout l'objet d'une épreuve de force juridique. Toutefois, comme indiqué plus haut, le premier coup de semonce symbolique a été donné il y a quinze ans déjà, à 4261 mètres sous le pôle nord géographique.

La relation entre l'Est et l'Ouest est soumise à une pression intense, notamment depuis le conflit en Ukraine et l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. L'économie russe est fortement mise sous pression notamment en raison des sanctions imposées; l'exploitation des ressources énergétiques de l'Arctique revêt donc une grande importance pour la prospérité de la Russie.

¹ Voir par exemple: Sébastien Gomrée, De wedloop naar de Noordpool: naar een grotere rol voor de NAVO?, dans: *Revue Militaire Belge*, 2016, n° 12, p. 82.

² F.M.S. Stevens, De Noordelijke IJszee: het nieuwe geopolitieke krachtenveld? Waarom Oost-West spanningen in het Arctisch gebied niet langer ondenkbaar zijn, dans: *Militaire Spectator*, 184^e année, 2015, n° 7/8, p. 337.

veiligheidsaspecten raken. Dat werd doelbewust buiten de statuten gehouden.

In 2008 onderstreepten de vijf Arctische kustlanden het belang van een vreedzame oplossing van geschillen door het bestaande internationale juridische kader te gebruiken. Dat gebeurde in de Verklaring van Ilulissat.

Tegenover die traditie zijn de laatste jaren, met het smelten van de ijskappen en het ontdooien van geopolitieke spanningen in de regio, een proces van strategische aanwezigheidspolitiek, de strijd om de hegemonie en militaire machtsontplooiing gaan staan. In deze onduidelijkheid botsen de verschillende aanspraken door verschillende staten tegen elkaar, wat de spanningen in de regio opnieuw doet oplopen en de mogelijkheid van veiligheidsimplicaties in zich draagt.

Weliswaar wijzen verschillende analisten op de onwaarschijnlijkheid van een gewapend conflict in de Arctische regio, al was het maar om dat de economische belangen en kosten die gepaard gaan met het ontplooiën van activiteiten in de regio van een dermate grootteorde zijn dat de Arctische landen wel verplicht zijn om samen te werken.¹ De Nederlandse onderzoeker F. Stevens stelde het zo: "Dat de liberaal-democratische NAVO-bondgenoten hun onderlinge geschillen vreedzaam zullen beslechten, staat buiten kijf. Het is dan ook de voorspelling dat ten aanzien van deze landen de vruchtbare Arctische coöperatie binnen multilaterale- en bilaterale verbanden zal worden gecontinueerd. Ten aanzien van China en Rusland ligt dit anders".²

Rusland

Vooralsnog is het Arctisch gebied vooral de inzet van een juridische krachtmeting. Toch werd het eerst symbolische schot voor de boeg zoals hierboven al gemeld reeds vijftien jaar geleden gegeven, en wel 4261 meter onder de geografische Noordpool.

De relatie tussen Oost en West staat onder zware druk, zeker sinds het conflict in Oekraïne en de Russische annexatie van de Krim in 2014. De Russische economie staat onder andere door de opgelegde sancties onder zware druk, het aanboren van de energiebronnen van het noordpoolgebied is dus van groot belang voor de welvaart in Rusland.

¹ Zie bijvoorbeeld: Sébastien Gomrée, "De wedloop naar de Noordpool: naar een grotere rol voor de NAVO?", in: *Belgisch Militair Tijdschrift*, 2016, nr.12, pp. 82.

² F.M.S. Stevens, "De Noordelijke IJszee: het nieuwe geopolitieke krachtenveld? Waarom Oost-West spanningen in het Arctisch gebied niet langer ondenkbaar zijn", in: *Militaire Spectator*, jrg.184, 2015, nr.7/8, pp. 337.

Lors du Forum de l'Arctique de 2019 à Saint-Pétersbourg, le président russe Poutine a annoncé qu'il souhaitait voir quadrupler le commerce via la route arctique entre 2020 et 2025. En 2019, la Russie a consacré un dixième de ses investissements économiques à l'Arctique. Poutine veut investir massivement dans les ports existants et dans de nouveaux ports et développer la flotte de brise-glace. En février 2021, un navire commercial russe a réussi pour la première fois en hiver à fendre la glace amincie de l'océan Arctique et à naviguer en direction de la Chine.

La création d'un commando arctique russe en 2014 vise à protéger la navigation, les ressources énergétiques et les frontières de la Russie dans l'Arctique. S'inscrit également dans cette démarche la relocalisation de sous-marins lanceurs de missiles balistiques dans cette région. Depuis quelques années, on parle d'une "réorientation militaire russe vers l'océan Arctique".³

En 2015, par exemple, la Russie a organisé un exercice militaire de grande envergure dans l'Arctique, auquel ont participé, selon le ministre russe de la Défense, 38 000 militaires, plus de 50 navires de surface et sous-marins et 110 avions.⁴ Plusieurs bases militaires sont situées le long de la future route maritime polaire.

Les responsables politiques russes montrent de plus en plus clairement leurs intentions: lors de la réunion du Conseil de l'Arctique à Reykjavik et de la présidence russe du Conseil de l'Arctique (qui a débuté le 20 mai), Sergej Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a notamment déclaré, le 17 mai 2021, à propos de l'Arctique que "this is our land and our waters".

Le fait que la Belgique est un État membre de l'OTAN implique que les tensions croissantes entre la Russie et l'OTAN dans l'Arctique entraîneront également de nouveaux défis pour la sécurité extérieure de notre pays.

La Chine

Dans l'intervalle, la Chine déploie, elle aussi, ses ambitions en Arctique. L'économie chinoise, qui croît très rapidement, dépend largement des exportations et a d'importants intérêts dans l'exploitation des minéraux arctiques. Elle ne va donc pas hésiter à faire valoir ses droits dans les eaux internationales.

Bien que la Chine ne soit pas riveraine de l'Arctique, elle se positionne comme "un pays proche de l'Arctique". En 2004, la Chine a fait ses premiers pas en Arctique, en ouvrant une station de recherche sur l'île de Spitzberg. En mai 2013 de l'année suivante, elle obtenait le statut

³ *idem*

⁴ "Russia Launches Massive Arctic Military Drills", New York Times

Op het Arctic Forum in Sint-Petersburg in 2019 kondigde de Russische president Poetin aan dat hij tussen 2020 en 2025 de handel via de Arctische route verviervoudigd wil zien. In 2019 ging één tiende van de economische investeringen van Rusland naar het Arctische gebied. Hij wil fors investeren in bestaande en nieuwe havens en de vloot van ijsbrekers uitbreiden. In februari 2021 slaagde een Russisch commercieel schip er voor het eerst in om in de winter door het dunner geworden ijs in de Noordelijke IJszee richting China te varen.

De oprichting van een Russisch Noordelijk Commando in 2014 is erop gericht om Ruslands scheepvaart, energiebronnen en grenzen in de Arctische ruimte te beschermen. Daarin past ook het verplaatsen van onderzeeërs met ballistische raketten naar deze regio. Men gewaagt sinds enkele jaren van een "Russische militaire heroriëntering richting de Noordelijke IJszee".³

Zo hield Rusland in 2015 een grootschalige militaire oefening in het Arctisch gebied, waaraan volgens de Russische minister van Defensie 38 000 militairen, ruim 50 oppervlakteschepen en onderzeeërs en 110 vliegtuigen deelnamen.⁴ Verschillende militaire basissen bevinden zich langs de toekomstige polaire vaarroute.

De Russische beleidsmakers tonen steeds duidelijker hun intenties aan: zo zei de Russische minister van Buitenlandse Zaken Sergej Lavrov, naar aanleiding van de bijeenkomst van de Arctische Raad in Reykjavik en het Russisch voorzitterschap van de Arctische Raad (dat startte op 20 mei) op 17 mei 2021 over het Noordpoolgebied dat "this is our land and our waters".

Het feit dat België lidstaat is van de NAVO impliceert dat toenemende spanningen tussen Rusland en de NAVO in de arctische ruimte ook voor de externe veiligheid van ons land nieuwe uitdagingen met zich meebrengt.

China

Ook China ontrolt ondertussen zijn ambities in het Arctisch gebied. De snelgroeiende Chinese economie is voor een groot deel afhankelijk van export en heeft grote belangen bij het ontginnen van de Arctische delfstoffen, en zal er dan ook niet voor terugdeinzen om zijn rechten in internationale wateren te claimen.

Hoewel China territoriaal niet grenst aan het Arctisch gebied, profileert het zichzelf als een "near-Arctic country". In 2004 zette China zijn eerste stappen in het Arctische gebied, met de opening van een onderzoeksstation op het eiland Spitsbergen. In mei 2013 van het daaropvolgende

³ *idem*

⁴ "Russia Launches Massive Arctic Military Drills", New York Times

d'observateur permanent au Conseil de l'Arctique et au cours de la même année, le président chinois, Xi Jinping, proclamait l'ouverture de la Nouvelle Route de la Soie, qui s'inscrit dans le cadre plus vaste des visées hégémoniques chinoises.⁵ Pékin poursuit imperturbablement son projet de "Route arctique de la Soie", où la position de la Chine est importante notamment par rapport aux ressources minérales présentes. Le pays a également soigné ses relations avec l'Islande, membre de l'OTAN, par le biais d'investissements et d'un accord de libre-échange et en louant un morceau de terre dans le nord de l'île pour y mener des recherches polaires.

Les États-Unis

Au cours de leurs mandats respectifs, les présidents George W. Bush et Barack Obama ont insisté sur la coopération internationale au pôle Nord en assurant leur participation diplomatique au Conseil de l'Arctique. Dès cette époque, des préoccupations ont été exprimées quant aux effets du changement climatique en fonction de la Défense américaine.⁶ Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis possèdent d'importantes bases militaires au Groenland.

Avec l'arrivée de Donald Trump à la présidence, cette coopération internationale a dû céder la place à la doctrine "America First", dont une des manifestations les plus spectaculaires a été l'annonce du président Donald Trump qu'il souhaitait racheter l'île du Groenland au Danemark. En filigrane on discerne le nouvel intérêt proactif des États-Unis pour l'Arctique, notamment pour ses matières premières et ses voies navigables rendues accessibles avec la fonte de la région arctique.

La doctrine "America First" de l'administration Trump a également été exprimée dans des termes très clairs lors d'un discours que l'ancien ministre américain des Affaires étrangères, Michael Pompeo, a prononcé lors de la réunion du Conseil de l'Arctique dans la ville finlandaise de Rovaniemi le 6 mai 2019. Dans un discours intitulé "Looking North: Sharpening America's Arctic Focus", M. Pompeo déclare en effet: "the region has become an arena for power and for competition. And the eight Arctic states must adapt to this new future". Il y décrit par ailleurs la région arctique en termes d'opportunités et d'abondance. "It houses 13 percent of the world's undiscovered oil, 30 percent of its undiscovered gas, and an abundance of uranium, rare earth minerals, gold, diamonds, and millions of square miles of untapped resources. Fisheries galore". Le ministre américain des Affaires étrangères

jaar bemachtigde China een zijte als permanent waarnemend lid in de Arctische Raad, en in hetzelfde jaar maakte de Chinese president Xi Jinping de Nieuwe Zijderoute wereldkundig, dat past in een breder kader van de Chinese hegemonische betrachtingen.⁵ Peking bouwt onverstoort verder aan een "Arctische Zijderoute", waar met name de positie van China ten aanzien van de aanwezige delfstoffen van belang is. Het land investeerde ook in een goede verstandhouding met NAVO-lidstaat IJsland, door investeringen en een vrijhandelsakkoord, alsook door het leasen van een stuk grond in het noorden van het eiland om poolonderzoek te verrichten.

Verenigde Staten

Tijdens de regeerperiodes van de presidenten George W. Bush en Barack Obama werd internationale samenwerking in het Noordpoolgebied beklemtoond, door diplomatieke participatie in de Arctische Raad. Ook toen al werden zorgen geuit over de gevolgen van de klimaatverandering in functie van de Amerikaanse Defensie.⁶ De Verenigde Staten hebben sinds de Tweede Wereldoorlog belangrijke militaire bases op Groenland.

Met de komst van Donald Trump als president, moest deze internationale samenwerking plaats ruimen voor de "America First"-doctrine. Een flagrant symptoom daarvan is de aankondiging dat de Amerikaanse president Donald Trump het Deense eiland Groenland wilde kopen. Onderliggend is de nieuwe proactieve interesse van de VS in het Arctische gebied, en dan met name in zijn grondstoffen en vaarroutes die toegankelijk worden door de opwarming van het noordpoolgebied.

De "America First"-doctrine van de Trump-administratie werd ook in niet mis te verstane termen uitgesproken in een toespraak van toenmalig Amerikaans minister van Buitenlandse Zaken, Michael Pompeo, op de bijeenkomst van de Arctische Raad in het Finse Rovaniemi, op 6 mei 2019. In de rede, getiteld "Looking North: Sharpening America's Arctic Focus", stelde de heer Pompeo dat "the region has become an arena for power and for competition. And the eight Arctic states must adapt to this new future". Verder beschreef de heer Pompeo de Arctische ruimte in termen van "opportunity and abundance. It houses 13 percent of the world's undiscovered oil, 30 percent of its undiscovered gas, and an abundance of uranium, rare earth minerals, gold, diamonds, and millions of square miles of untapped resources. Fisheries galore". Daaropvolgend haalde de Amerikaanse minister

⁵ Muriel Kaye, Les enjeux stratégiques dans le Grand Nord pour l'OTAN (Mémoire de maîtrise, École royale militaire), 2020.

⁶ Charlotte Hille & Ruud Janssens, De Noordpool en Amerikaans wantrouwen in internationale regimes, in: Atlantisch Perspectief, année 43, 2019, n° 3, p. 8.

⁵ Muriel Kaye, Les enjeux stratégiques dans le Grand Nord pour l'OTAN (Masterproef, Koninklijke Militaire School), 2020.

⁶ Charlotte Hille & Ruud Janssens, De Noordpool en Amerikaans wantrouwen in internationale regimes, in: Atlantisch Perspectief, jrg. 43, 2019, nr.3, pp.8.

s'en est ensuite pris aux revendications tant chinoises que russes à l'égard de l'Arctique: "Beijing claims to be a "Near-Arctic State," yet the shortest distance between China and the Arctic is 900 miles. There are only Arctic States and Non-Arctic States. No third category exists, and claiming otherwise entitles China to exactly nothing". À propos de la Russie: "We're concerned about Russia's claim over the international waters of the Northern Sea Route, including its newly announced plans to connect it with China's Maritime Silk Road. In the Northern Sea Route, Moscow already illegally demands other nations request permission to pass, requires Russian maritime pilots to be aboard foreign ships, and threatens to use military force to sink any that fail to comply with their demands". Il poursuit: "These provocative actions are part of a pattern of aggressive Russian behavior here in the Arctic. Russia is already leaving snow prints in the form of army boots. Russia formally announced its intent to increase its military presence in the region in 2014, when it re-opened a Cold War Arctic military base".⁷

L'administration Trump était déterminée à répondre à ses deux rivaux stratégiques dans l'Arctique, notamment en y organisant des exercices militaires et en renforçant la flotte de ses brise-glaces et ses garde-côtes dans la région. Lors d'une visite au Groenland effectuée peu après, M. Pompeo a déclaré: "With our presence here firmly established, America is renewing its leadership in this region, and we are counting on our partners in Greenland and Denmark to lead with us".⁸

À la fin de son mandat, l'ancien président américain Donald Trump a ouvert les zones protégées de l'Arctique aux forages gaziers et pétroliers.

Malgré l'annonce d'un retour de la diplomatie, on ne peut pas encore dire ce qu'apportera la présidence de Joseph Biden. Le 18 mars 2021, une rencontre réunissant de diplomates de haut niveau de Washington et de Pékin s'est tenue en Alaska.

OTAN

Pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), créée par la signature du traité le 4 avril 1949, un rôle dans le Grand Nord est loin d'être neuf. Cependant, depuis la fin de la Guerre froide, la zone Arctique a longtemps semblé exempte de tensions géopolitiques et militaires, même si l'OTAN y a maintenu sa présence. Les domaines maritimes, aériens, spatiaux et cybernétiques

⁷ <https://ee.usembassy.gov/americas-arctic-focus/>

⁸ Pompeo aims to counter China's ambitions in the Arctic, in: Politico, 6 mai 2019, <https://www.politico.com/story/2019/05/06/pompeo-arctic-china-russia-1302649>

van Buitenlandse Zaken uit naar zowel de Chinese als de Russische aanspraken in het noordpoolgebied: "Beijing claims to be a "Near-Arctic State," yet the shortest distance between China and the Arctic is 900 miles. There are only Arctic States and Non-Arctic States. No third category exists, and claiming otherwise entitles China to exactly nothing". Over Rusland: "We're concerned about Russia's claim over the international waters of the Northern Sea Route, including its newly announced plans to connect it with China's Maritime Silk Road. In the Northern Sea Route, Moscow already illegally demands other nations request permission to pass, requires Russian maritime pilots to be aboard foreign ships, and threatens to use military force to sink any that fail to comply with their demands". En verder: "These provocative actions are part of a pattern of aggressive Russian behavior here in the Arctic. Russia is already leaving snow prints in the form of army boots. Russia formally announced its intent to increase its military presence in the region in 2014, when it re-opened a Cold War Arctic military base".⁷

De Trump-administratie was vastberaden om een antwoord te bieden aan beide strategische rivalen in het noordpoolgebied, onder andere door het organiseren van militaire oefeningen en door het uitbreiden van zijn ijsbrekervloot en Coast Guard in de regio. Bij een aansluitend bezoek aan Groenland stelde de heer Pompeo: "With our presence here firmly established, America is renewing its leadership in this region, and we are counting on our partners in Greenland and Denmark to lead with us".⁸

Op het einde van zijn ambtstermijn stelde de voormalige Amerikaanse president Donald Trump beschermde Arctische gebieden in Alaska open voor boringen naar gas en olie.

Wat het presidentschap van Joseph Biden zal brengen is voorlopig koffiedik kijken, al werd er een terugkeer van de diplomatie aangekondigd. Op 18 maart 2021 vond er een ontmoeting plaats tussen topdiplomaten van Washington en Peking in Alaska.

NAVO

Voor de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO), die werd opgericht door de ondertekening van het verdrag op 4 april 1949, is een rol in het Hoge Noorden verre van nieuw. Toch was het Arctisch gebied sinds het einde van de Koude Oorlog een zone die een tijdlang vrijgesteld leek van geopolitieke en militaire spanningen, hoewel de NAVO aanwezig bleef in het Arctisch gebied.

⁷ <https://ee.usembassy.gov/americas-arctic-focus/>

⁸ "Pompeo aims to counter China's ambitions in the Arctic", in: Politico, 6 mei 2019, <https://www.politico.com/story/2019/05/06/pompeo-arctic-china-russia-1302649>

– tous d'une importance vitale pour l'espace arctique – méritent dès lors, selon les analystes, une attention accrue, notamment dans la mesure où la Russie et la Chine s'investissent pleinement dans tous ces secteurs.⁹

Qui plus est, peu d'alliés de l'OTAN disposent des moyens d'opérer dans les conditions extrêmes de la zone arctique.¹⁰

Le fait que l'OTAN assume un rôle actif dans l'Arctique importe non seulement pour la défense collective en cas de conflits, mais aussi et d'abord à l'égard de la prévention d'une crise dans cette région.¹¹ Quatre des cinq États arctiques figurant parmi ses membres, toute implication de l'OTAN peut en outre être perçue par la Russie comme une provocation pour sa souveraineté. De plus, indépendamment de l'article 5, il n'y avait pas non plus de consensus au sein de l'OTAN à propos de l'attitude à adopter face aux défis dans l'espace arctique.¹²

Cette situation a changé en raison de l'attitude russe durant la crise de Crimée de 2014. Le développement d'une stratégie de l'OTAN dans le Grand Nord nécessite que l'OTAN, organisation politique et militaire, puisse fonctionner comme un forum de dialogue. Dans le domaine économique, de plus en plus d'États membres de l'OTAN devront défendre leurs intérêts dans la région arctique et prendre leurs responsabilités à l'égard de leur capacité et du budget de la défense afin de pouvoir faire face aux défis en matière de sécurité. Enfin, il convient de miser sur la dissuasion pour éviter que la Russie, par exemple, perturbe la stabilité en se rendant coupable de provocations, menaçant ainsi des intérêts économiques.¹³

En octobre et novembre 2018, l'OTAN a réalisé son plus grand exercice militaire depuis la fin de la Guerre froide appelé "Trident Juncture 2018": 45 000 militaires provenant de plus de 30 pays y ont pris part. La Défense belge y a également participé, notamment avec un détachement d'avions de chasse F-16 et, au total, avec quelque 450 militaires provenant des quatre composantes de nos Forces armées. Cet exercice de l'OTAN était basé sur un scénario dans lequel une réaction

De domeinen maritiem, lucht, ruimte en cyber – allen van vitaal belang voor de Arctische ruimte – verdienen volgens analisten meer aandacht, met name tegen de achtergrond van het feit dat Rusland en China volop inzetten op al de domeinen.⁹

Bovendien beschikken maar weinig NAVO-bondgenoten over de middelen om in extreme omstandigheden, zoals deze in het Arctisch gebied, te opereren.¹⁰

Dat de NAVO een actieve rol opneemt in het noordpoolgebied, is van belang niet enkel voor de collectieve verdediging bij conflicten, maar in eerste instantie om een dergelijke crisis te voorkomen.¹¹ Met vier van de vijf Arctische staten onder zijn leden, kan iedere implicatie van de NAVO ook door Rusland worden gezien als een provocatie voor zijn soevereiniteit. Bovendien was er ook binnen de NAVO geen consensus over de aan te nemen houding ten aanzien van de uitdagingen in de Arctische ruimte, los van artikel 5.¹²

Dat veranderde door de Russische houding in de Krimcrisis van 2014. Het ontwikkelen van een NAVO-strategie in het Hoge Noorden impliceert dat NAVO als politieke en militaire organisatie kan fungeren als dialoogforum. Op economisch gebied zullen van langsom meer NAVO-lidstaten hun belangen in de Arctische regio moeten verdedigen en hun verantwoordelijkheid opnemen qua defensiecapaciteit en -budget om de veiligheidsuitdagingen het hoofd te kunnen bieden. En ten slotte moet er worden ingezet op afschrikking, om te verhinderen dat Rusland bijvoorbeeld door provocaties de stabiliteit verstoort en daarmee economische belangen in gevaar brengt.¹³

In oktober en november 2018 hield de NAVO haar grootste militaire oefening sinds het einde van de Koude Oorlog, onder de naam "Trident Juncture 2018". Aan deze oefening namen 45 000 militairen uit ruim 30 landen deel. Ook de Belgische Defensie participeerde, onder andere met een detachement F-16-jachtvliegtuigen en in totaal zo'n 450 militairen afkomstig uit de vier componenten van onze Krijgsmacht. Het uitgangspunt van deze NAVO-oefening was een scenario waarbij, na inroeping

⁹ Andrea Charron, NATO and The Geopolitical Future of the Arctic (Briefing Note), Arctic Yearbook, 2020.

¹⁰ Muriel Kaye, Les enjeux sécuritaires dans le Grand Nord pour l'OTAN (mémoire de fin d'études à l'École royale militaire), 2020, pp.44.

¹¹ A.T. Vermeij, Wat heeft de NAVO te zoeken op de Noordpool?, in: Militaire Spectator, 192^e année, 2013, n°10, pp.451.

¹² Sébastien Gomrée, *De wedloop naar de Noordpool: naar een grotere rol voor de NAVO?*, dans: Revue Militaire Belge, 2016, n°12, pp. 85.

¹³ Sébastien Gomrée, *De wedloop naar de Noordpool: naar een grotere rol voor de NAVO?*, dans: Revue Militaire Belge, 2016, n°12, pp. 85-86.

⁹ Andrea Charron, NATO and The Geopolitical Future of the Arctic (Briefing Note), Arctic Yearbook, 2020.

¹⁰ Muriel Kaye, Les enjeux sécuritaires dans le Grand Nord pour l'OTAN (Masterproef Koninklijke Militaire School), 2020, pp.44.

¹¹ A.T. Vermeij, "Wat heeft de NAVO te zoeken op de Noordpool?", in: Militaire Spectator, jrg.192, 2013, nr.10, pp.451.

¹² Sébastien Gomrée, "De wedloop naar de Noordpool: naar een grotere rol voor de NAVO?", in: Belgisch Militair Tijdschrift, 2016, nr.12, pp. 85.

¹³ Sébastien Gomrée, "De wedloop naar de Noordpool: naar een grotere rol voor de NAVO?", in: Belgisch Militair Tijdschrift, 2016, nr.12, pp. 85-86.

collective devait succéder à une attaque armée contre un ou plusieurs États membres de l'OTAN en réponse à l'invocation de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord. Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, a indiqué, comme d'autres, que cet exercice visait à prouver la solidité de la solidarité entre les alliés de l'OTAN et à souligner le caractère défensif de l'OTAN.

Enfin, la Suède, membre du Conseil de l'Arctique et de l'Union européenne mais pas de l'OTAN, envisage de plus en plus sérieusement de devenir membre de l'Alliance. En outre, en décembre 2020, le parlement suédois a approuvé une augmentation de 40 % du budget de sa défense.

Intérêts belges

Depuis l'expédition légendaire de l'explorateur belge Alain de Gerlache au pôle Sud sur le "Belgica" (1897-1899), l'Antarctique exerce un grand pouvoir d'attraction sur notre pays. En revanche, nous ne nous sommes guère intéressés à l'Arctique jusqu'à présent.

À terme, les développements dans la région arctique pourraient pourtant avoir des conséquences majeures pour notre économie et notre sécurité.

Grâce au nouveau navire belge de recherche océanographique Belgica II, équipé d'un dispositif de protection contre la banquise d'été, notre pays pourra continuer à jouer un rôle majeur en matière de recherche scientifique.

Les intérêts de la Belgique s'inscrivent également dans la politique arctique intégrée de l'Union européenne initiée en 2016, qui s'articule autour de trois axes: premièrement, la lutte contre le changement climatique et pour la sauvegarde de l'environnement arctique; deuxièmement, le développement durable et, enfin, une coopération internationale visant à maintenir un climat politique sans fournir d'efforts excessifs.¹⁴

En ce qui concerne les nouvelles routes maritimes, nous devons également oser réfléchir aux conséquences à long terme pour nos ports. Zeebrugge a investi pour devenir la zone européenne de transbordement du gaz naturel liquéfié en provenance de Russie. Mais plus la Russie pourra miser sur la nouvelle route d'été (beaucoup plus courte), moins elle sera encline à passer par Zeebrugge.¹⁵ Pour un pays exportateur comme le nôtre,

van artikel 5 van het NAVO-verdrag, een collectieve reactie moet volgen op de gewapende aanval op een of meerdere NAVO-lidstaten. Het doel van de oefening werd onder andere door NAVO-secretaris-generaal Jens Stoltenberg geduid als een bewijs van de sterkte van de solidariteit onder de NAVO-bondgenoten en een beklemtoning van NAVO's defensieve karakter.

Zweden, lid van de Arctische Raad en van de EU maar niet van de NAVO, overweegt tot slot steeds vaker om alsnog lid te worden van het bondgenootschap. Het Zweedse parlement keurde in december 2020 een verhoging van haar defensiebudget met 40 procent aan.

Belgische belangen

Sinds de legendarische expeditie die de Belgische ontdekkingsreiziger Alain de Gerlache met diens schip de "Belgica" naar de Zuidpool (1897-1899), oefent het Antarctisch gebied tot op de dag van vandaag een grote aantrekkingskracht uit op ons land. Het noordpoolgebied is daarentegen tot nog toe grotendeels afwezig in onze interesse.

Nochtans hebben de ontwikkelingen in het Arctische gebied op termijn mogelijks grote gevolgen voor onze economie en onze veiligheid.

Dankzij het nieuwe Belgische oceanografisch onderzoeksschip, de Belgica II, zal ons land verder een belangrijke rol kunnen spelen op het vlak van onderzoek. Het schip beschikt over bescherming tegen zomerpakij.

De Belgische belangen passen tevens in het geïntegreerd beleid voor het noordpoolgebied dat de Europese Unie in 2016 lanceerde, en dat op drie assen steunt: ten eerste de strijd tegen de klimaatverandering en voor de bescherming van het milieu. Ten tweede, de duurzame ontwikkeling. En ten slotte de internationale samenwerking om een politiek klimaat zonder al te grote spanningen te behouden.¹⁴

Met betrekking tot de nieuwe vaarroutes moeten we ook durven nadenken over de consequenties op lange termijn voor onze havens. Zeebrugge heeft geïnvesteerd om de Europese overslagplaats te worden voor vloeibaar aardgas uit Rusland. Maar hoe meer Rusland kan inzetten op de nieuwe (en veel kortere) zomerroute, hoe groter het risico dat zij minder geneigd zullen zijn Zeebrugge aan te doen.¹⁵ Voor een exportland als het

¹⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52016JC0021&from=EN>

¹⁵ "Zeebrugge moet hopen dat het ijs niet snel breekt", De Standaard, 11 juillet 2018.

¹⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/PDF/?uri=CELEX:52016JC0021&from=EN>

¹⁵ "Zeebrugge moet hopen dat het ijs niet snel breekt", De Standaard, 11 juli 2018.

il importe donc de prêter attention à l'exploitation de nouvelles routes maritimes.

Cette question devrait certainement être examinée à la lumière de l'attitude proactive des Pays-Bas, membre observateur du Conseil de l'Arctique, notamment en ce qui concerne les intérêts du port de Rotterdam. On lit par exemple dans la Stratégie polaire néerlandaise 2021-2025 (Nederlandse Polaire Strategie 2021-2025) publiée en mars 2021 par le ministère néerlandais des Affaires étrangères que: "Les Pays-Bas utilisent les forums internationaux pour promouvoir le développement de la navigation, de l'extraction de matières premières, du tourisme et de la pêche dans l'Arctique, conformément aux accords internationaux et aux normes de libre-échange, de sécurité et de durabilité. (...) Les acteurs commerciaux néerlandais ont naturellement intérêt à bien se préparer aux développements futurs, qui peuvent représenter tant des opportunités que des menaces" (traduction).¹⁶

Nous devons également tenir compte (des conséquences) des tensions croissantes générées par les différends non résolus au sujet des limites des zones économiques exclusives des pays de l'Arctique. La Belgique étant membre de l'OTAN, il va de soi que ces tensions peuvent également avoir des conséquences sur nos intérêts de sécurité nationale.

Le développement d'une stratégie de l'OTAN pour le Grand Nord présente donc également un intérêt pour notre pays. Depuis plusieurs années déjà, des pays comme notre voisin néerlandais accordent une attention particulière à la mise en place d'une stratégie polaire. Dans leur vision de la défense pour 2035 (Defensievisie 2035) présentée en octobre 2020, les Pays-Bas examinent explicitement les scénarios envisageables dans la région arctique et pouvant avoir un impact direct sur la sécurité des Pays-Bas: "Ce scénario indique qu'il ne faut pas s'attendre à un conflit (militaire) majeur dans l'Arctique au cours des quinze prochaines années. La coexistence d'intérêts écologiques, économiques et politico-militaires fait toutefois de l'Arctique un domaine délicat qui pourrait également influencer l'avenir des États baltes et des pays nordiques. La menace décrite dans ce scénario indique également que l'Arctique lointain pourrait impacter la sécurité aux Pays-Bas et en Europe du Nord. Il est dès lors capital de suivre attentivement les développements (militaires) dans cette région".¹⁷ (traduction)

¹⁶ https://www.rijksoverheid.nl/binaries/rijksoverheid/documenten/beleidsnotas/2021/03/01/polaire-strategie/Polaire+Strategie+2021-2025_Beslagen+ten+IJs.pdf

¹⁷ <https://www.defensie.nl/downloads/publicaties/2020/10/15/defensievisie-2035>

onze is de exploitatie van nieuwe vaarroutes dus een belangrijk aandachtspunt.

Dit aspect moet zeker gezien worden in het licht van de proactieve houding van Nederland – waarnemend lid van de Arctische Raad – met betrekking tot de belangen van de haven van Rotterdam. Zo lezen wij in de "Nederlandse Polaire Strategie 2021-2025" die het Nederlandse Ministerie van Buitenlandse Zaken in maart 2021 publiceerde: 'Nederland benut internationale fora om te bevorderen dat ontwikkeling van de zeevaart, grondstoffenwinning, toerisme en de visserij in het noordpoolgebied in overeenstemming met internationale afspraken en standaarden op het gebied van vrijhandel, veiligheid en duurzaamheid verloopt. (...) Nederlandse commerciële actoren doen er uiteraard goed aan zich voor te bereiden op toekomstige ontwikkelingen, die zowel kansen kunnen bieden als bedreigingen kunnen vormen'.¹⁶

We moeten ook rekening houden met (de gevolgen van) toenemende spanningen met betrekking tot onopgeloste geschillen over de grenzen van de zogenaamde Exclusieve Economische Zones van de Arctische landen. Als lidstaat van de NAVO kan dit uiteraard ook consequenties hebben op onze nationale veiligheidsbelangen.

Daarmee is een NAVO-strategie voor het Hoge Noorden dus ook voor ons land van belang. Landen zoals ons buurland Nederland hebben al enkele jaren aandacht voor een polaire strategie. In de in oktober 2020 voorgestelde "Defensievisie 2035" wordt expliciet aandacht gespendeerd aan mogelijke scenario's in de Arctische ruimte die een directe impact kunnen hebben op de Nederlandse veiligheidssituatie: "Dit scenario laat zien dat een groot (militair) conflict in het Arctische gebied niet binnen de lijn der verwachtingen ligt in de komende vijftien jaar. Het samenspel van ecologische, economische en politiek-militaire belangen maakt het Arctisch gebied echter tot een delicaat geheel dat ook gevolgen kan hebben voor ontwikkelingen in de Baltische staten en de Noordse landen. De dreiging in dit scenario laat ook zien dat het verre Arctische gebied wel degelijk van invloed kan zijn op de veiligheid van Nederland en Noord-Europa. Het is daarom van groot belang de (militaire) ontwikkelingen in de regio op de voet te volgen".¹⁷

¹⁶ https://www.rijksoverheid.nl/binaries/rijksoverheid/documenten/beleidsnotas/2021/03/01/polaire-strategie/Polaire+Strategie+2021-2025_Beslagen+ten+IJs.pdf

¹⁷ <https://www.defensie.nl/downloads/publicaties/2020/10/15/defensievisie-2035>

Dans la Vision stratégique de 2016, la Défense belge évoquait déjà - brièvement - le rôle stratégique de plus en plus important que jouera la région arctique d'ici 2030, observant que "la plupart des spécialistes présument que la périphérie nord restera calme sur le plan sécuritaire".¹⁸

Ni l'exposé d'orientation politique, ni la note de politique générale de l'actuelle ministre de la Défense ne mentionnent cette problématique, mais lors de la discussion de la note de politique générale en commission de la Défense nationale, la ministre a toutefois déclaré ce qui suit à ce sujet: "L'Arctique et les nouveaux enjeux sécuritaires et stratégiques dans cette région, est un des nombreux exemples liés aux changements climatiques qui rendent cet exercice de revue stratégique nécessaire, pertinent et indispensable pour avoir une armée à une hauteur constante des enjeux contemporains".¹⁹

Début 2021, la ministre a créé un Comité stratégique composé de dix experts et chargé de mettre à jour la Vision stratégique de 2016 en vue de l'horizon 2040. Son rapport devrait être présenté en mai 2021.

Les composantes terrestre et aérienne belges ne disposent que de capacités limitées pour opérer dans des conditions climatiques froides. L'achat de deux nouvelles frégates M pour notre pays, dans le cadre de la coopération belgo-néerlandaise (BENESAM), souligne la nécessité évoquée ci-dessus. Les frégates M ne sont en effet pas conçues pour opérer dans les zones arctiques.

Dès lors qu'ils associent, sur le plan géographique, le Canada, les États-Unis, la Russie, la Finlande, la Suède, la Norvège et le Groenland, les effets du changement climatique dans l'Arctique sont également sources de menaces nouvelles ou accrues dans d'autres régions. Eu égard aux mutations passées et présentes du contexte géopolitique, le risque est réel que le pôle Nord, qui est déjà promis à un avenir délicat sur le plan climatologique, devienne rapidement le théâtre d'affrontements entre des intérêts écologiques, économiques, politiques et militaires. Par conséquent, la Belgique, qui se trouve à plus de 4 300 kilomètres à vol d'oiseau du pôle Nord, a tout intérêt à suivre attentivement la situation dans

In de Strategische Visie van 2016 wees de Belgische Defensie reeds, zij het summier, op de sterk toenemende strategische relevantie van de Arctische regio tegen 2030, met dien verstande dat "de meeste specialisten gaan er voorlopig wel van uit dat de noordelijke Europese periferie rustig zal blijven vanuit een veiligheidsperspectief".¹⁸

In de Beleidsverklaring noch in de Beleidsnota van de huidige minister van Defensie staat de problematiek vermeld, maar tijdens de bespreking van de Beleidsnota in de schoot van de commissie voor de Landsverdediging, antwoordde de minister het volgende: "Het Noordpoolgebied en de nieuwe uitdagingen inzake veiligheid en strategie in die regio behoren tot de vele aan de klimaatverandering gelieerde voorbeelden die deze strategische evaluatie-oefening noodzakelijk, relevant en onontbeerlijk maken, wil men een leger hebben dat voortdurend het hoofd kan bieden aan wat in deze tijd op het spel staat".¹⁹

Dezelfde minister stelde begin 2021 een Strategisch Comité van tien experten samen om de Strategische Visie van 2016 te actualiseren met als horizon 2040. Het rapport zou in mei 2021 worden voorgesteld.

België beschikt over beperkte capaciteiten binnen de Land- en Luchtcomponenten om in koude klimaat-omstandigheden te kunnen opereren. De aankoop in het kader van de Belgisch-Nederlandse Samenwerking (BENESAM) van twee nieuwe M-fregatten voor ons land, beklemtoont deze noodzaak. De M-fregatten zijn immers niet voorzien om in Arctische gebieden te opereren.

Door de geografische betrokkenheid van Canada, de Verenigde Staten, Rusland, Finland, Zweden, Noorwegen en Groenland, impliceren de gevolgen van de klimaatopwarming in het Arctisch gebied tevens nieuwe of versterkte dreigingen op andere theaters. Gezien de gewijzigde en zich wijzigende geopolitieke context van vandaag, is de mogelijkheid reëel dat het noordpoolgebied los van een delicate klimatologische toekomst ook een delicaat theater kan worden waar ecologische, economische, politieke en militaire belangen in snel tempo tot een brandpunt kunnen komen. Zo komt het dat België, dat in vogelvlucht ruim 4300 kilometer van de Noordpool is verwijderd, er alle belang bij heeft om de situatie in het

¹⁸ Vision stratégique, 2016, pp. 29.

¹⁹ Doc. Parl., Chambre, 2020-2021, 55K1578/033, p. 55.

¹⁸ Strategische Visie, 2016, pp. 29.

¹⁹ Parl. St., Kamer, 2020-2021, 55K1578/033, p. 55.

l'Arctique, à ne pas perdre de vue ses différents intérêts et à tenir compte de tous les scénarios possibles.

noordpoolgebied van nabij op te volgen en zijn diverse belangen in het oog te houden, en met alle mogelijke scenario's rekening te houden.

Jasper PILLEN (Open Vld)
Marianne VERHAERT (Open Vld)
Kattrin JADIN (MR)
Goedele LIEKENS (Open Vld)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

A. considérant que le changement climatique est un fait scientifiquement établi qui se manifeste dans l'Arctique par la fonte accélérée des glaces du pôle Nord;

B. considérant que cette altération du climat a des effets collatéraux et permettra notamment d'ouvrir une route maritime Nord-Est et une route maritime Nord-Ouest et de désenclaver des ressources naturelles de cette région, l'exploitation économique de l'Arctique étant dès lors imminente;

C. considérant que l'augmentation de l'attrait économique de cette région peut également être source de tensions internationales croissantes; et qu'elle se traduit déjà par diverses revendications à l'égard du pôle Nord de la part de quatre des cinq États de l'Arctique;

D. considérant que cette évolution pourrait également avoir des répercussions sur l'économie d'exportation de la Belgique, en particulier sur notre approvisionnement énergétique et sur la fonction de nos ports maritimes;

E. considérant que l'augmentation de l'attrait économique de cette région pourrait également avoir des répercussions sur la sécurité dans cette région et bien au-delà, compte tenu du développement des capacités militaires de la Russie, notamment;

F. considérant qu'en 2021, le Conseil de l'Arctique, créé par la déclaration d'Ottawa en 1996, célébrera un quart de siècle de paix et de coopération, mais que les différends militaires ne relèvent pas du domaine de compétences défini dans les statuts de ce forum de concertation international;

G. vu la détermination affirmée par la Russie et par la Chine dans cette région, tant sur le plan économique qu'en matière de sécurité, et les menaces potentielles que cela représente pour l'Occident et pour l'OTAN;

H. considérant que l'acquisition par la Russie d'une position défensive dominante dans le Grand Nord pourrait menacer le trafic maritime sur les routes de l'Atlantique Nord et influencer les flux commerciaux et les renforts militaires en provenance des États-Unis et du Canada;

I. vu l'évolution des relations entre l'Occident et la Russie, en particulier depuis le conflit de 2014 en Ukraine,

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

A. overwegende dat de klimaatwijziging een wetenschappelijk vastgesteld feit is, dat zich in het arctische gebied zichtbaar uit door het steeds sneller smelten van het ijs in het noordpoolgebied;

B. overwegende dat deze klimatologische evolutie een aantal neveneffecten met zich meebrengt, waaronder het vrijkomen van een Noordoostelijke en Noordwestelijke zeevaartroute, en de ontsluiting van de natuurlijke rijkdommen van de regio, waardoor de economische exploitatie van de Arctische ruimte imminent is geworden;

C. overwegende dat dit toegenomen economisch belang van de regio ook aanleiding kan geven tot toenemende internationale spanningen; hetgeen zich reeds uit door verschillende claims op het noordpoolgebied door vier van de vijf Arctische Staten;

D. overwegende dat deze evolutie ook zijn weerslag kan hebben voor onze Belgische exporteconomie, en dan met name voor onze energiebevoorrading en met betrekking tot de functie van onze zeehavens;

E. overwegende dat dit toegenomen economisch belang van de regio ook zijn weerslag kan hebben op de veiligheid in de regio en ver daarbuiten, gezien de militaire capaciteitsopbouw van onder andere Rusland;

F. gelet op het feit dat de Arctische Raad, zoals opgericht door de Verklaring van Ottawa in 1996, in 2021 een kwarteeuw vrede en samenwerking zal vieren, maar dat militaire geschillen niet tot het statutair gestipuleerde domein van dit internationale overlegforum behoren;

G. gelet op de assertieve houding van Rusland en China in dit gebied, zowel op economisch vlak als op veiligheidsvlak, en de potentiële bedreigingen die daarvan uitgaan voor het Westen en de NAVO;

H. gelet op het feit dat het verwerven van een defensief-dominante positie in het hoge noorden door Rusland het scheepvaartverkeer in de Noord Atlantische routes kan bedreigen, en de handelsstromen en de militaire versterkingen vanuit de Verenigde Staten en Canada kan beïnvloeden;

I. gelet op de gewijzigde verhoudingen tussen het Westen en Rusland, met name sinds het conflict in

et le fossé diplomatique séparant actuellement l'Union européenne de la Russie;

J. vu le rapport de 2020 du service de renseignement norvégien intitulé "The Norwegian Intelligence Service's assessment of current security challenges" évoquant l'importance géostratégique de l'Arctique;

K. considérant que, le 17 mai 2021, Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré, en marge de la réunion du Conseil de l'Arctique à Reykjavik et à l'occasion du début de la présidence russe du Conseil de l'Arctique (à partir du 20 mai 2021), à propos de la région Arctique: "c'est notre terre et ce sont nos eaux";

L. considérant que le Grand Nord offre un énorme potentiel et qu'il importe aussi, par conséquent, que l'Occident et la Russie continuent à coopérer et à dialoguer à cet égard afin de maintenir la coexistence pacifique, la coopération et les relations de bon voisinage ;

M. considérant que l'article 5 du Traité de Washington s'énonce comme suit: "Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord";

N. considérant qu'en tant que membre de l'OTAN, la Belgique peut dès lors également être directement associée militairement à un conflit éventuel visant un ou plusieurs États membres de l'OTAN dans la région arctique;

O. vu le communiqué publié à l'issue du sommet de l'OTAN à Varsovie des 8 et 9 juillet 2016, notamment le passage suivant: "Dans l'Atlantique Nord, comme ailleurs, l'Alliance sera prête à assurer la dissuasion et la défense face à toute menace potentielle, y compris celles qui viseraient les lignes de communication maritimes et les voies d'accès maritimes au territoire de l'OTAN. Dans ce contexte, nous renforcerons encore notre posture maritime et notre connaissance globale de la situation";

Oekraïne in 2014 en het huidige bereikte diplomatiek dieptepunt tussen de Europese Unie en Rusland;

J. gelet op het rapport van de Noorse inlichtingendienst van 2020 "The Norwegian Intelligence Service's assessment of current security challenges", dat verwijst naar het geostrategisch belang van het noordpoolgebied;

K. gelet op de uitspraak van Russisch minister van Buitenlandse Zaken, Sergej Lavrov, van 17 mei 2021, die naar aanleiding van de bijeenkomst van de Arctische Raad in Reykjavik en het Russisch voorzitterschap van de Arctische Raad (start 20 mei 2021) over het Noordpoolgebied heeft gesteld dat "this is our land and our waters";

L. gelet op het feit dat het Hoge Noorden bijzonder veel potentieel biedt, waardoor het tevens belangrijk is dat het Westen en Rusland blijven samenwerken en omtrent dit gebied met elkaar in dialoog gaan om vreedzame co-existentie, samenwerking en goed nabuurschap te behouden;

M. gelet op artikel 5 van het Verdrag van Washington dat stelt: "De partijen komen overeen dat een gewapende aanval tegen een of meer van hen in Europa of Noord-Amerika als een aanval tegen hen allen zal worden beschouwd; zij komen bijgevolg overeen dat, indien zulk een gewapende aanval plaatsvindt, ieder van hen de aldus aangevallen partij of partijen zal bijstaan, in de uitoefening van het recht tot individuele of collectieve zelfverdediging erkend in artikel 51 van het Handvest van de Verenigde Naties, door terstond, individueel en in samenwerking met de andere partijen, op te treden op de wijze die zij nodig oordeelt met inbegrip van het gebruik van gewapend geweld om de veiligheid van het Noord-Atlantisch gebied te herstellen en te handhaven";

N. gelet op het feit dat België als NAVO-lidstaat dus ook direct militair kan worden betrokken bij een mogelijk conflict waarbij één of meerdere NAVO-lidstaten betrokken zijn in de Arctische ruimte;

O. gelet op het communiqué naar aanleiding van de NAVO-top van Warschau die plaatsvond op 8 en 9 juli 2016, en dan met name de volgende passus: "In the North Atlantic, as elsewhere, the Alliance will be ready to deter and defend against any potential threats, including against sea lanes of communication and maritime approaches of NATO territory. We will further strengthen our maritime posture and comprehensive situational awareness";

P. considérant que la communication conjointe de la haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité au Parlement européen et au Conseil sur une politique arctique intégrée de l'Union européenne du 27 avril 2016 (JOIN(2016)21 final) indique explicitement qu'il est important "que la région arctique soit une région sûre, stable, durable et prospère, non seulement pour elle-même, mais également pour l'Union européenne (UE) et pour le monde entier. L'UE a stratégiquement intérêt à jouer un rôle central dans cette région";

Q. vu les conclusions du Conseil Affaires étrangères sur la politique arctique de l'Union européenne, adoptées le 9 décembre 2019, au cours duquel les ministres de l'Union européenne se sont accordés sur ce qui suit: "La situation dans l'Arctique évolue rapidement. L'Union européenne doit veiller à ce que sa propre approche stratégique tienne compte des évolutions pertinentes.";

R. considérant que les conclusions du Conseil Affaires étrangères sur la politique arctique du 9 décembre 2019 indiquent aussi explicitement que les questions touchant la région arctique sont de portée mondiale et qu'elles sont traitées plus efficacement dans le cadre de la coopération régionale ou multilatérale, en particulier au sein du Conseil de l'Arctique;

S. considérant que la communication du 20 juillet 2020 de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure a marqué le lancement d'une consultation publique sur l'avenir de la politique arctique de l'Union européenne ayant pour objectif de préparer une approche actualisée de la politique arctique de l'Union européenne (2016), consultation qui s'est achevée le 10 novembre 2020;

T. considérant qu'il ressort de cette consultation publique qu'il convient d'accorder une attention suffisante à la concurrence géoéconomique et géopolitique croissante dans la région arctique;

U. considérant que le Parlement européen a adopté, le 15 janvier 2020, une résolution sur la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune dans laquelle il appelle la Commission à renouveler son engagement en faveur de la région arctique (2019/2136(INI));

V. considérant qu'il a été annoncé, sous la présidence allemande du Conseil européen, que l'Union européenne tenterait de s'accorder, pour la fin 2021, sur une actualisation de la politique européenne relative à la région arctique, la priorité étant de renforcer la position de l'Europe dans le monde;

P. gelet op de gezamenlijke mededeling van de Hoge Vertegenwoordiger van de Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid aan het Europees Parlement en de Raad inzake een geïntegreerd EU-beleid voor het noordpoolgebied van 27 april 2016 (JOIN(2016)21 final), die expliciet vermeldt dat "een veilig, stabiel, duurzaam en welvarend noordpoolgebied belangrijk is, niet alleen voor de regio zelf, maar ook voor de Europese Unie en de rest van de wereld. De Europese Unie heeft er strategisch belang bij een belangrijke rol te spelen in het noordpoolgebied.";

Q. gelet op de conclusies van de Raad Buitenlandse Zaken over het Arctisch beleid van de EU, aangenomen op 9 december 2019, waarbij de EU ministers het volgende zijn overeengekomen: "Developments in the Arctic are progressing at rapid pace. The European Union needs to ensure that its own policy approach would take account of relevant developments.";

R. gelet op het feit dat de conclusies van de Raad van Buitenlandse Zaken over het Arctisch beleid van 9 december 2019 tevens expliciet vermelden dat de Arctische vraagstukken een mondiaal karakter hebben en doeltreffender kunnen worden aangepakt via regionale of multilaterale samenwerking, met name de Arctische Raad;

S. gelet op de mededeling van de Europese Commissie en de Europese Dienst voor extern optreden van 20 juli 2020, die het startsein heeft gegeven voor een openbare raadpleging over de te volgen koers voor het Arctisch beleid van de Europese Unie, met de bedoeling om een geactualiseerde aanpak voor te bereiden van het Arctisch beleid van de EU (2016), raadpleging die op 10 november 2020 werd afgesloten;

T. gelet op het feit dat de publieke raadpleging heeft aangegeven dat er nood is om voldoende oog te hebben voor de toegenomen geo-economische en geopolitieke concurrentie in het Arctisch gebied;

U. gelet op het feit dat het Europees Parlement op 15 januari 2020 een resolutie heeft aangenomen over de uitvoering van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, waarin het heeft opgeroepen om een hernieuwd engagement ten aanzien van het Arctisch gebied uit te werken (2019/2136(INI));

V. gelet op het feit dat onder het Duits Raadsvoorzitterschap werd aangekondigd dat de Europese Unie eind 2021 zal trachten te landen met een vernieuwd Europees Arctisch beleid onder de prioriteit voor een sterker Europa in de wereld;

W. considérant que la région arctique est importante sur les plans militaire et géoéconomique, mais que la politique arctique de l'Union européenne définie en 2016 et la feuille de route ARES en projet [(2020)6292991], publiée le 3 novembre 2020, n'abordent pas et n'intègrent pas suffisamment ces défis actuels dans la politique arctique européenne renouvelée en projet;

X. vu l'absence de la Belgique dans les différentes assemblées régionales et multilatérales qui s'occupent des questions arctiques, notamment dans le Conseil de l'Arctique;

Y. considérant que depuis 2014, la Russie, par son obstruction, refuse à l'Union européenne le statut d'observateur officiel au Conseil de l'Arctique mais que l'article 220 du TFUE oblige l'Union européenne à maintenir des formes de coopération adéquates avec les organisations internationales;

Z. vu la vision stratégique de la Défense belge publiée en 2016, notamment le passage sur le lien existant entre la périphérie nord de l'Europe et l'environnement de sécurité belge;

AA. vu la discussion de la note de politique générale de l'actuelle ministre de la Défense au sein de la commission de la Défense en décembre 2020, discussion au cours de laquelle la ministre a fait la déclaration suivante: "L'Arctique et les nouveaux enjeux sécuritaires et stratégiques dans cette région, est un des nombreux exemples liés aux changements climatiques qui rendent cet exercice de revue stratégique nécessaire, pertinent et indispensable pour avoir une armée à une hauteur constante des enjeux contemporains";

BB. considérant qu'il importe d'élaborer, selon une approche à deux niveaux, au niveau national comme au niveau européen, une vision polaire forte qui soit à la hauteur des défis actuels, compte tenu de la concurrence géoéconomique et géopolitique croissante dans la région arctique,

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'examiner en détail les effets potentiels du changement climatique, ainsi que de l'ouverture de nouvelles routes maritimes et de la libération de nouvelles sources d'énergie arctiques qui en découlent, sur les intérêts stratégiques économiques et sécuritaires de la Belgique;

2. de réaliser, dans le cadre de l'examen des intérêts de la Belgique dans l'Arctique, une analyse approfondie basée notamment - mais pas exclusivement - sur les questions stratégiques suivantes:

W. gelet op het feit dat het Arctisch gebied belangrijk is op zowel militair als geo-economisch vlak, maar het Arctisch beleid van de EU van 2016 en de geplande ARES roadmap [(2020)6292991], gepubliceerd op 3 november 2020, deze huidige uitdagingen onvoldoende aankaart en opneemt in het vernieuwde geplande Europees Arctisch beleid;

X. gelet op de afwezigheid van België in verschillende regionale en multilaterale fora die zich bezighouden met Arctische aangelegenheden, in het bijzonder de Arctische Raad;

Y. gelet op het feit dat sinds 2014 Rusland zich kant tegen de status van officiële waarnemer van de Europese Unie bij de Arctische Raad, maar dat de Europese Unie krachtens artikel 220 VWEU verplicht is om passende vormen van samenwerking te handhaven met internationale organisaties;

Z. gelet op Strategische Visie van de Belgische Defensie uit 2016, met name de passus waar de noordelijke periferie van Europa wordt opgenomen in verhouding tot de Belgische veiligheidsomgeving;

AA. gelet op de bespreking van de Beleidsnota van de huidige minister van Defensie in de commissie voor de Landsverdediging in december 2020, waar de minister stelde: "Het Noordpoolgebied en de nieuwe uitdagingen inzake veiligheid en strategie in die regio behoren tot de vele aan de klimaatverandering gelieerde voorbeelden die deze strategische evaluatie-oefening noodzakelijk, relevant en onontbeerlijk maken, wil men een leger hebben dat voortdurend het hoofd kan bieden aan wat in deze tijd op het spel staat";

BB. gelet op het belang om, op basis van een twee-sporenbenadering, zowel op nationaal als op Europees niveau een sterke polaire visie uit te werken die tegemoetkomt aan de huidige uitdagingen, rekening houdend met de toegenomen geo-economische en geopolitieke concurrentie in het Arctisch gebied,

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. nauwgezet te onderzoeken wat de impact van de klimaatwijziging en de daaruit volgende ontsluiting van nieuwe vaarroutes en arctische energiebronnen kan zijn op de Belgische strategische belangen met betrekking tot onze economie en onze veiligheid;

2. om in het onderzoek naar de Belgische belangen in het Arctisch gebied een grondige analyse te maken op basis van, maar niet beperkt tot, volgende strategische vragen:

a) pourquoi notre pays doit-il accorder une attention accrue à l'Arctique?

b) quels sont les intérêts en jeu pour notre pays?

c) quels sont les atouts actuels de l'Arctique et quelles sont les activités qui y sont déjà exercées?

d) comment pouvons-nous défendre au mieux nos intérêts?

3. d'examiner plusieurs scénarios envisageables dans cette région (catastrophes naturelles, litiges territoriaux, provocations militaires, etc.) et leur incidence sur la sécurité de la Belgique;

4. d'engager un dialogue direct avec les États arctiques européens afin de connaître leur vision et leurs expériences concernant les défis à relever dans l'Arctique, d'en tirer les enseignements nécessaires et de mettre en place les bonnes pratiques qui permettront d'assurer un engagement plus actif et plus substantiel de la Belgique dans ce domaine;

5. de communiquer les résultats de ces études à la commission des Relations extérieures de la Chambre des représentants en vue d'un échange de vues sur les initiatives à prendre;

6. de demander au Service européen pour l'action extérieure, dans le cadre des intérêts stratégiques européens, de procéder à une évaluation des défis actuels dans la région arctique, d'analyser l'incidence de ces défis sur l'économie et la sécurité européennes et d'intégrer les conclusions de cette analyse dans la politique arctique de l'Union européenne qu'il est prévu d'actualiser;

7. de souligner, dans les assemblées régionales et multilatérales, l'importance de la sécurité, de la sûreté et de la liberté de navigation sur les nouvelles routes maritimes commerciales internationales;

8. de coopérer, au niveau de l'Union européenne et de l'OTAN, à l'élaboration d'une stratégie visant à garantir la paix, la sécurité et l'application des principes de l'économie de marché dans la région arctique;

9. de contribuer activement au dialogue international à propos de cette région ainsi qu'à l'élaboration d'une stratégie de l'OTAN pour le Grand Nord, et de continuer à contribuer à la capacité militaire et à participer aux exercices organisés sous l'égide de l'OTAN dans le

a) waarom moet ons land zich met verhoogde aandacht in het Arctisch gebied verdiepen?

b) welke belangen spelen er voor ons land in het Arctisch gebied?

c) welke troeven en activiteiten zijn er op dit moment reeds in het Arctisch gebied?

d) hoe kunnen we onze belangen het best verdedigen?

3. om mogelijke scenario's in de regio (natuurrampen, territoriale geschillen, militaire provocaties, etc.) en hun impact op de Belgische veiligheidscontext te onderzoeken;

4. om rechtstreeks in dialoog te gaan met de Europese Arctische staten omtrent hun visie en hun ervaringen inzake de uitdagingen in het Arctisch gebied en hieruit best practices en nodige lessen te trekken om een actievere en grotere betrokkenheid van België omtrent dit thema te bewerkstelligen;

5. de resultaten van deze uitgevoerde onderzoeken over te maken aan de commissie Buitenlandse Betrekkingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers met oog op een gedachtewisseling omtrent de verder uit te werken initiatieven;

6. om - in het kader van het Europees strategisch belang - aan de Europese Dienst voor extern optreden te verzoeken om onderzoek te voeren naar de actuele uitdagingen in het Arctisch gebied; de impact hiervan op de Europese economie en veiligheid te analyseren, en het resultaat hiervan op te nemen in het gepland vernieuwd Arctisch beleid van de Europese Unie;

7. om het grote belang van de veiligheid, de beveiliging en de vrijheid van scheepvaart van de nieuwe wereld-handelsroutes over zee op regionale en multilaterale fora aan te kaarten;

8. zowel in EU-verband als in NAVO-verband mee te werken aan een strategie om vrede, veiligheid en de vrijemarkteconomie in het Arctisch gebied te vrijwaren;

9. actieve bijdragen te leveren aan de internationale dialoog over deze regio alsmede aan de ontwikkeling van een NAVO-strategie voor het Hoge Noorden, en verder in te zetten op bijdragen aan militaire capaciteit en oefeningen in NAVO-verband in het kader van de

cadre de la stratégie de dissuasion afin de préserver l'équilibre des forces dans cette région;

10. de jouer, au sein du Conseil européen, un rôle actif dans l'élaboration de la communication commune sur l'actualisation de la politique arctique, dans laquelle les défis géopolitiques, économiques et écologiques actuels devront occuper une place centrale;

11. de plaider activement, au niveau européen, pour l'ajout de la région arctique à la liste des objectifs de la Boussole stratégique européenne, et d'insister pour que les objectifs de la nouvelle stratégie arctique se reflètent dans les projets et le financement européens;

12. de tenir compte de la concurrence géopolitique croissante dans la région arctique au cours de l'actualisation de la Vision stratégique de la Défense belge de 2016 et d'élaborer une vision polaire nationale;

13. de plaider activement pour que la Belgique, en sa qualité d'État non arctique, obtienne le statut de pays observateur au Conseil de l'Arctique, d'entamer immédiatement le dialogue avec les États membres de l'Union européenne qui en sont membres à part entière (Danemark, Finlande et Suède), ainsi qu'avec la Norvège et les États membres de l'Union européenne admis en qualité d'observateurs (France, Allemagne, Pays-Bas, Italie, Pologne et Espagne), et de préparer la candidature officielle de la Belgique au statut de pays observateur;

14. de plaider activement pour que l'Union européenne puisse prendre part au Conseil de l'Arctique en qualité d'observateur formel et de souligner une nouvelle fois l'importance géopolitique et géostratégique de l'obtention de ce statut au cours du Conseil des affaires étrangères;

15. de conclure des accords de coopération scientifique entre nos universités, l'Institut royal supérieur de défense, l'Egmont Institute, etc., à propos de ces défis et de soutenir et de promouvoir résolument la participation belge aux missions et projets scientifiques organisés dans l'Arctique;

16. de s'engager à garantir la participation de la Belgique à la Conférence ministérielle bisannuelle sur la recherche scientifique dans l'Arctique;

afschrikking teneinde het machts evenwicht in de regio te vrijwaren;

10. op Europees niveau in de Raad een actieve rol te spelen bij het uitwerken van de gezamenlijke mededeling omtrent het vernieuwde Arctisch beleid, waarbij de huidige geopolitieke, economische en ecologische uitdagingen centraal worden gezet;

11. op Europees niveau actief te ijveren voor het opnemen van het Arctisch gebied als één van de doelstellingen van het Europees Strategisch Kompas en erop aan te dringen dat de doelstellingen van de nieuwe Arctische strategie worden weerspiegeld in de projecten en financiering van de EU;

12. de toegenomen geopolitieke concurrentie in het Arctisch gebied mee te nemen in de actualisering van de Strategische Visie van de Belgische Defensie van 2016 en een nationale polaire visie uit te werken;

13. actief te ijveren om België als niet-Arctische staat als waarnemer te laten opnemen in de Arctische Raad en hiervoor rechtstreeks de dialoog aan te gaan met EU-lidstaten die volwaardig lid zijn (Denemarken, Finland en Zweden), Noorwegen en EU-lidstaten die als waarnemers zijn toegelaten tot de Arctische Raad (Frankrijk, Duitsland, Nederland, Italië, Polen en Spanje) en de officiële Belgische kandidatuur als waarnemer voor te bereiden;

14. actief te ijveren om de Europese Unie als formele waarnemer toe te laten in de Arctische Raad en om tijdens de Raad Buitenlandse Zaken het geopolitiek en geo-economisch belang hiervan opnieuw aan te kaarten;

15. wetenschappelijke samenwerkingsverbanden op te zetten tussen onze universiteiten, het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie, het Egmont Institute enz. aangaande deze uitdagingen en de Belgische deelname aan wetenschappelijke missies en projecten in het Arctisch gebied sterk te ondersteunen en te promoten;

16. om het engagement op te nemen om de Belgische deelname aan de tweejaarlijkse Ministeriële Conferentie over Wetenschappelijk Onderzoek over het Arctisch gebied te verzekeren;

17. d'informer systématiquement le Parlement fédéral des mesures et des initiatives prises à cet égard aux niveaux national, européen et multilatéral.

11 mai 2021

17. het Federaal Parlement op systematische wijze te informeren over de maatregelen en initiatieven ondernomen op zowel nationaal, Europees als multilateraal niveau.

11 mei 2021

Jasper PILLEN (Open Vld)
Marianne VERHAERT (Open Vld)
Kattrin JADIN (MR)
Goedeke LIEKENS (Open Vld)